Bac Général HGGSP + SES (Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2024

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-hggsp-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2024

Sciences économiques et sociales

_____

JOUR 2

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou le sujet d'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Les variables sociodémographiques suffisent-elles à expliquer l'engagement politique ?

DOCUMENT 1

Le vote aux élections présidentielles et législatives de 2022, selon l'âge, parmi les personnes sans diplôme et les diplômés du supérieur (en % des inscrits)

		Aucun diplôme (en %)	Diplôme du supérieur (en %)	Écart entre diplômés du supérieur et personnes sans diplôme (en points de pourcentage)
Âge	18-29 ans	4,4	24,2	19,8
	30-64 ans	27,2	43,3	16,1
	65 ans ou plus	34,6	57,0	22,4
	Ensemble	**28,8**	**43,7**	**14,9**

Lecture : en 2022, 28,8 % des inscrits sur les listes électorales, sans diplôme et non étudiants, ont voté à tous les tours des élections nationales (vote systématique).

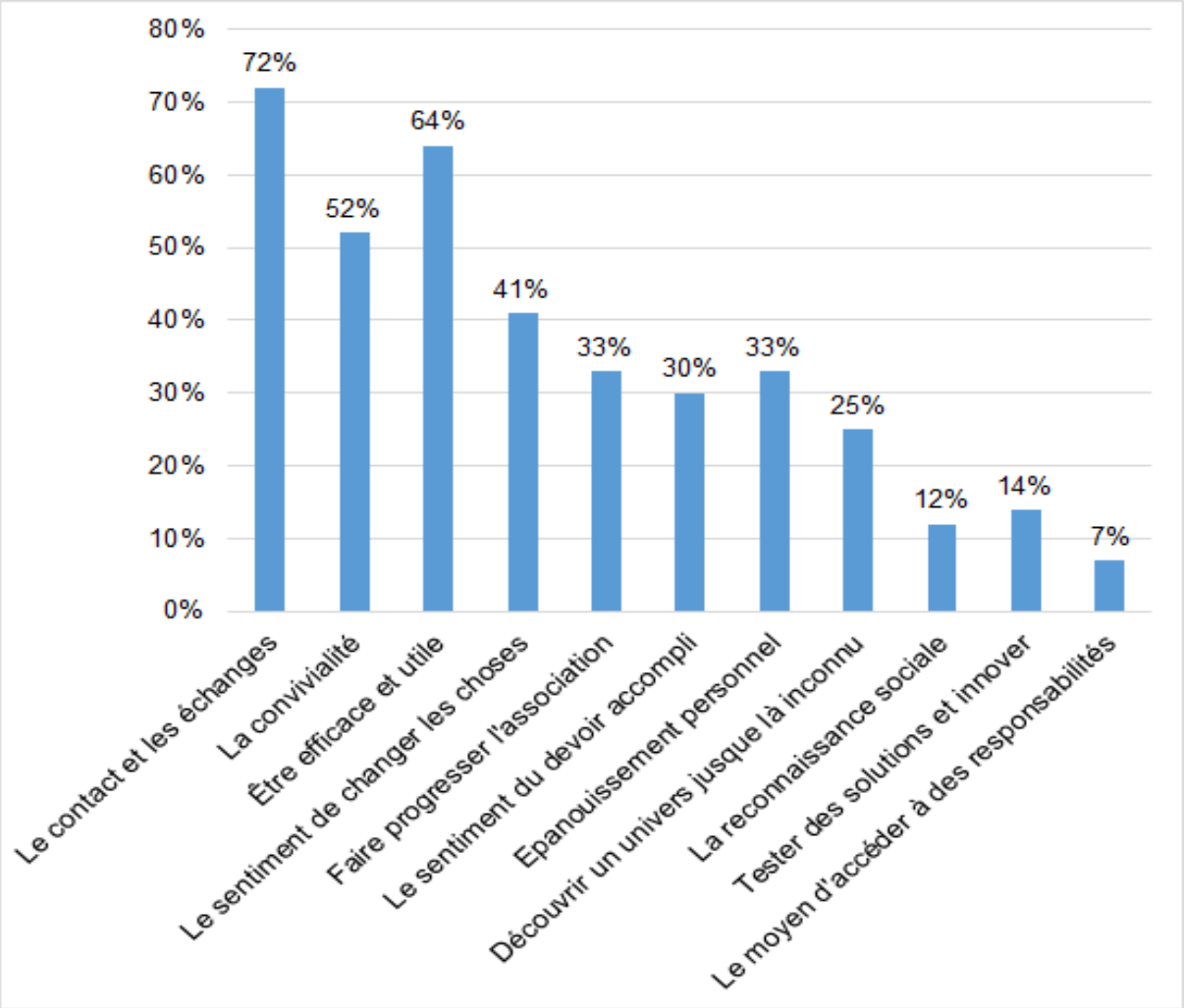
Champ : personnes inscrites sur les listes électorales, hors étudiants, et résidant en France métropolitaine.

Source : d'après INSEE, *Enquêtes sur la participation électorale de 2022*.

DOCUMENT 2

Les principales satisfactions des bénévoles

« Quelles principales satisfactions éprouvez-vous dans votre engagement bénévole ? »



Champ : enquête auprès des bénévoles associatifs soit 4 395 témoignages en 2022.

Source : d'après Recherches & Solidarités, *Baromètre d'Opinion des Bénévoles*, 2022.

DOCUMENT 3

Les moyens les plus adaptés pour s'engager

« Aujourd'hui, quels moyens vous paraissent les plus adaptés pour s'engager ? »
(en % des personnes interrogées, plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100 %)

	Sexe		Âge					Statut [1]			**Ensemble**
	Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	CSP +	CSP -	Inactif	
Le vote	65	50	64	49	44	60	68	57	50	63	**57**
Une consommation responsable [2]	55	55	37	47	52	63	61	62	47	55	**55**
Le boycott	36	32	28	41	34	34	31	37	35	31	**34**
L'engagement associatif	31	29	40	25	28	34	26	31	28	30	**30**
La manifestation	28	29	35	34	32	27	21	30	31	26	**29**
La pétition	23	19	16	22	18	27	21	21	22	21	**21**
L'engagement sur les réseaux sociaux	16	17	27	28	14	15	11	19	17	15	**17**

Échantillon de 1021 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Source : d'après Sondage OpinionWay pour le Printemps de l'Économie, mars 2023.

1. Dans ce document, les CSP + comprennent les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, les cadres et professions libérales et les professions intermédiaires. Les CSP – comprennent les employés et les ouvriers. Les inactifs comprennent les retraités et autres inactifs.

2. Consommation responsable : consommation engagée.

DOCUMENT 4

Une association peut rémunérer, sous certaines conditions, son ou ses dirigeants en contrepartie des sujétions[1] imposées par leurs fonctions sans que cela remette en cause son caractère non lucratif. […]
Les personnes désignées par les statuts pour diriger l'association (membres du conseil d'administration, du bureau ou de l'instance qui en tient lieu) peuvent être rémunérées. […]
La rémunération du dirigeant d'une association comprend le versement de sommes d'argent ou l'attribution de tout autre avantage.
Ainsi, la rémunération comprend les éléments suivants :

- Rémunérations versées en contrepartie de l'exercice de la fonction de dirigeant
- Rémunérations ponctuelles pour une mission précise
- Avantages en nature[2]
- Cadeaux
- Remboursements forfaitaires de frais ou avances de frais non utilisés conformément à leur objet. [...]

Source : www.service-public.fr

1. Contraintes particulières liées à un emploi ou à un poste de travail.

2. L'avantage en nature consiste dans la fourniture ou la mise à disposition d'un bien ou d'un service, permettant à celui qui en bénéficie de faire l'économie de frais qu'il aurait dû normalement supporter.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Expliquez comment deux évolutions de l'emploi peuvent affaiblir le pouvoir intégrateur du travail.

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Évolutions d'indicateurs économiques de 2007 à 2011 aux États-Unis

	Évolution du PIB (nominal)	Prix médian d'un logement (en $)	Chômage total
2007	+2 %	219 000	4,6 %
2008	+0,1 %	198 100	5,8 %
2009	-2,6 %	172 500	9,3 %
2010	+2,7 %	172 900	9,6 %
2011	+1,5 %	166 100	8,9 %

Source : d'après Banque Mondiale et données officielles du gouvernement des États-Unis.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution du prix des logements et celle du chômage aux États-Unis. *(2 points)*

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez un canal de transmission de la crise financière à l'économie réelle. *(4 points)*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ***(10 points)***

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la spécialisation internationale des pays s'appuie sur plusieurs facteurs.

DOCUMENT 1

Répartition des exportations et importations manufacturières par gamme
(en % des exportations ou des importations manufacturières totales, moyenne 2019-2021)

	Bas de gamme*		Gamme moyenne		Haut de gamme	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
France	33	36	28	29	40	35
Bangladesh	75	44	17	35	8	21
Chine	54	19	29	37	16	43
États-Unis	21	24	36	40	43	35
Allemagne	25	36	26	32	49	32

Source : d'après CEPII, 2022.

*Gamme : ensemble de biens d'une même catégorie, dont la qualité est proche et dont les prix sont comparables.

Note : les totaux ne sont pas toujours égaux à 100% en raison des arrondis.

DOCUMENT 2

L'ascension fulgurante de la Chine a radicalement bouleversé la géographie du commerce international de produits industriels manufacturés. Les exportations chinoises ont décollé à partir des années 1980, quand le pays s'est ouvert au commerce et aux investissements étrangers : sa part de marché, insignifiante en 1982, s'est élargie à toute allure pour atteindre 18 % en 2016.

La Chine est désormais, et de loin, le premier pays exportateur, après avoir dépassé le Japon en 2003, les États-Unis en 2005 et l'Allemagne en 2007. Son poids dans le commerce mondial est semblable à celui de l'Allemagne à son apogée en 1974 (18,5 %).

Ces performances s'expliquent pour beaucoup par la place que la Chine a prise dans la segmentation internationale des processus de production[1], marqueur de l'industrie mondiale depuis les années 1990. Par des opérations de sous-traitance et d'investissements directs, les grands pays industriels ont progressivement délocalisé en Chine les stades de production intensifs en main-d'œuvre, afin de bénéficier des bas coûts du travail et des terrains. La Chine est devenue l'« atelier du monde ».

Ainsi spécialisée dans l'assemblage de produits finis à partir de pièces et composants importés, la Chine a vu son poids dans les exportations mondiales gonflé par la valeur de ces intrants importés. Les grands pays industriels ont, en effet, conservé un rôle crucial dans la conception et la fabrication de composants sophistiqués qu'ils lui fournissent.

Pour augmenter la part de valeur ajoutée dans ses exportations, la Chine a entrepris de « remonter » les filières de production et, depuis les années 2000, pièces et composants locaux se substituent progressivement aux importations.

Source : Françoise LEMOINE, « Exportations de produits manufacturés, le choc chinois », CEPII, 2018.

1. S'apparente à l'internationalisation de la chaîne de valeur.

DOCUMENT 3

Coût horaire de la main-d'œuvre entre 2008 et 2022 (en euros courants)

	Allemagne	Espagne	France	Roumanie	Portugal
2008	27,9	19,4	31,2	4,2	12,2
2012	30,5	21,1	34,3	4,1	13,3
2016	32,8	21,2	34,6	5,3	13,6
2020	36,8	23	38,8	8,2	15,1
2021	37,4	22,9	39,3	8,5	15,4
2022	39,5	23,5	40,8	9,5	16,1

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus.

Source Eurostat, 2022.